



FEMMES POUR LA MÉDITERRANÉE

Moteur pour le développement et la stabilité

Rapport du Secrétariat de l'UpM Autonomisation des femmes

Acteurs de changement
Compétences
MOBILITÉ Environnement
PAIX RÉGIONAL
Egalité COOPÉRATION
Femmes
Méditerranée
Bonnes pratiques
Développement
Emploi

Editorial

La région euro-méditerranéenne vit aujourd'hui une intensification de tensions et de crises pressantes et complexes qui menacent sa stabilité et fragilisent le "vivre-ensemble". Face à cette situation, la région a besoin de mobiliser l'ensemble de ses forces vives pour pouvoir faire face aux différents défis. Les femmes, trop absentes des prises de décision, trop peu insérées dans le marché du travail formel, trop souvent victimes de violence, constituent aujourd'hui l'un des grands espoirs de la Méditerranée.

L'égalité entre les hommes et les femmes constitue un vecteur de démocratie, de paix et de croissance dans une région qui aspire à la stabilité et à la prospérité. Elle fait partie des solutions pour l'édification d'une région euro-méditerranéenne plus stable, capable de mieux affronter ses défis.

Cadre intergouvernemental unique pour faire progresser les trois priorités interdépendantes de la région - la stabilité, l'intégration régionale et le développement humain inclusif-, l'Union pour la Méditerranée a fait de la promotion de l'égalité femme-homme et de l'autonomisation des femmes dans les sociétés, l'un de ses objectifs premiers.

Investir dans la contribution des femmes à la société comme réponse aux défis de la Méditerranée : c'est ce que la troisième Conférence de haut niveau de l'UpM, intitulée « Femmes pour la Méditerranée : moteurs de développement et de stabilité » entend souligner avec force. Pendant deux jours, ministres, représentants d'organisations internationales et de la société civile, experts, tous directement engagés au niveau politique comme dans l'action de terrain, identifieront des solutions et des pistes concrètes pour renforcer le rôle vital des femmes en tant qu'agents de changement pour la région, dans des domaines essentiels comme: création d'emploi, développement durable, lutte contre l'extrémisme et la radicalisation, défis migratoires en Méditerranée.

Les femmes dans la région euro-méditerranéenne : un immense potentiel à exploiter pour mieux répondre aux enjeux de la région

• Des défis euro-méditerranéens pressants

La région euro-méditerranéenne constitue depuis longtemps un pont entre les civilisations, les cultures, les religions et les connaissances qui a vu de nombreux changements et évolutions se produire mais a toujours maintenu d'intenses relations internes. Pendant ces dix dernières années, et récemment en particulier, la région a vécu plusieurs changements politiques en raison de nombreux facteurs : une crise financière et économique, des transitions politiques, des conflits régionaux et des flux migratoires et de réfugiés en augmentation, pour n'en citer que quelques-uns.

La crise financière a entraîné un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes (en moyenne autour de 25 %, mais jusqu'à 35 % dans certains pays des deux rives). Les taux d'activité (50-45 %) sont très faibles et la participation des femmes est encore moindre que celle des hommes (25 %). Le nombre de jeunes sans études, sans emploi ou sans formation a augmenté depuis la crise financière, en particulier chez les jeunes femmes. Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont un profil parmi les plus jeunes du monde (en moyenne, 70 % de la population a moins de 30 ans) et le nombre total des personnes jeunes augmentera encore dans les prochaines décennies. Par conséquent, la proportion des gens cherchant un emploi augmentera également.

La région est également confrontée à une crise humanitaire majeure dans son histoire à cause des conflits existants et des flux de migration venant et sortant de la région. Les flux de migrants et de réfugiés traversant la région méditerranéenne ont considérablement augmenté ces dernières années. Durant les quatre dernières années, 1,4 millions de migrants et de réfugiés ont traversé la Méditerranée, dont la plupart sont des jeunes et des femmes. La mer Méditerranée est devenue la scène de décès fréquents et tragiques d'un très grand nombre de personnes déplacées. De plus, la radicalisation et le terrorisme représentent un enjeu pour la sécurité régionale et une menace pour les jeunes et les femmes, de plus en plus affectés par le discours extrémiste.

• Mais aussi de grandes opportunités

D'un autre côté, la région dispose d'un énorme bassin de talents et de forces motrices inexploitées, ce qui constitue un grand manque à gagner. La région a un profil parmi les plus jeunes dans le monde et n'utilise dans son marché du travail que 25% du potentiel économique des femmes. Dans toutes les sociétés, les jeunes et les femmes ont toujours été considérés comme un catalyseur de changement, une source d'innovation et un moteur pour la croissance. La région compte également une multitude d'acteurs civiques et sociaux engagés, hommes et femmes, qui font de plus en plus usage des liens, des ressources, des idées et des méthodes d'organisation allant au-delà des territoires nationaux, afin d'impulser la croissance économique, créer des emplois et construire des ponts entre les peuples des deux rives de la Méditerranée. Le secteur privé, les réseaux de la société civile, les artistes, les scientifiques, les étudiants, les médias ... constituent ensemble un grand potentiel pour la région euro-méditerranéenne et devraient être mieux valorisés et mobilisés.

• L'urgence de mettre en valeur et d'accroître la contribution des femmes dans les sociétés

Le rôle évident des femmes dans le développement, la croissance, la réduction de la pauvreté et le bien-être de la société, a été documenté et démontré dans de nombreuses études (Banque mondiale, OCDE, ONU Femmes et Union européenne, pour ne citer que quelques institutions). Les liens entre l'autonomisation des femmes et des taux d'enseignement plus élevés, de meilleurs résultats sur la santé, une croissance économique accrue, une production agricole améliorée et un développement durable optimal sont de plus en plus reconnus. Selon une récente étude du McKinsey Global Institute, si les femmes travaillaient autant que les hommes, non seulement en main-d'œuvre mais également en termes d'heures travaillées dans les mêmes secteurs, on estime que le PIB mondial augmenterait de 28 milliards de dollars, soit de 26 % d'ici à 2025. Réduire les disparités entre les hommes et les femmes dans la participation à la main-d'œuvre représenterait 54 % de cette plus-value.

Les processus de paix et de transition politique constituent un autre domaine majeur dans lequel la participation des femmes s'est révélée avoir un impact significatif. À titre d'exemple, une étude d'International



Alert montre que la représentation et l'implication accrue des femmes dans les sphères publique et politique a été l'un des résultats positifs des processus de paix et de transitions politiques dans certaines régions d'Afrique.

Des progrès remarquables ont été réalisés dans la région euro-méditerranéenne à l'égard des droits des femmes et des filles. Globalement, les questions liées au genre ont elles aussi pris une ampleur considérable. Tous les pays ont exprimé leur engagement envers l'égalité des genres dans leurs cadres législatifs, constitutionnels, régionaux et internationaux (notamment au travers des lois en faveur de l'égalité des genres, d'engagements passés dans le cadre de la plateforme d'action de Pékin et des dispositions constitutionnelles pour l'égalité entre les hommes et les femmes).

Cependant, bien que les avancées dans les législations, les politiques, les programmes et les planifications soient évidentes, l'impact sur le terrain est encore loin de ce qui est réellement attendu. Le fort potentiel des femmes en tant que moteur de changements sociaux, de croissance inclusive et de développement n'est pas pleinement exploité. Les femmes sont toujours confrontées à des obstacles, des stéréotypes et des défis qui entravent leur pleine participation, et les jeunes femmes à des barrières liées au genre et associées à leur âge. Les pratiques discriminatoires, les barrières culturelles et sociales, les mesures de protection institutionnelles insuffisantes et l'accès inégal aux services et aux ressources continuent de faire obstacle aux progrès des femmes. Les statistiques sur la violence faite à l'encontre des femmes restent élevées et la participation de celles-ci dans les sphères économique et publique est toujours parmi les plus faibles au monde. Cela a un impact non seulement à l'échelle nationale, mais également à l'échelle régionale.

Aujourd'hui, le besoin de créer un environnement dans lequel tous les moteurs de la société peuvent exploiter leur potentiel et assumer leurs responsabilités ne devrait pas être considéré comme étant un choix mais plutôt une nécessité urgente. Les jeunes et les femmes sont les premières victimes de la pauvreté et des situations de crise. Pourtant, elles constituent une source de créativité, d'innovation et d'énergie. Ne pas valoriser leur potentiel fait perdre à la région prospérité et croissance. Au vu des enjeux urgents auxquels la région est confrontée, il est essentiel de mobiliser le plein potentiel de toutes les forces, en particulier celles des jeunes, hommes et femmes.

• Un agenda régional pour des intérêts communs et partagés

Afin de promouvoir et favoriser le rôle des femmes dans la société, il est important d'établir des politiques nationales intégrées. Un cadre de coopération et de partenariat régional amélioré et renforcé est également nécessaire afin de faire face collectivement aux enjeux partagés de la région euro-méditerranéenne. À cet égard, le cadre de l'UpM est plus pertinent que jamais. Il incarne une politique régionale clé et une plateforme opérationnelle pour accroître et favoriser l'intégration régionale autour des priorités et des intérêts communs, notamment l'autonomisation des femmes.

Aujourd'hui, les habitants de l'ensemble de la région ont besoin de stabilité, de croissance inclusive et durable, de développement social, de sensibilisation à la culture et de promotion des droits humains, qui constituent la base durable d'un espace commun de paix et de prospérité pour tous. Cet objectif ne sera pas atteint sans la participation et l'implication pleines et égales de tous les moteurs de changement, en particulier les jeunes et les femmes.



La réponse de l'Union pour la Méditerranée

L'accent mis sur le développement humain, en particulier au travers de la jeunesse et de l'autonomisation des femmes, comme principale contribution face aux enjeux actuels est au cœur des activités du Secrétariat de l'UpM. Les Conférences ministérielles sur le renforcement du rôle des femmes dans la société (Istanbul 2006, Marrakech 2009 et Paris 2013), ainsi que la 3e réunion ministérielle de l'UpM sur le travail et l'emploi, qui a eu lieu en septembre 2016, ont renforcé le mandat de l'UpM consistant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, tant en droits qu'en opportunités, condition essentielle à la stabilité régionale et au développement socio-économique. L'UpM poursuit cet objectif à travers trois principales activités stratégiques :

1 Développer une plateforme régionale pour la coopération et le dialogue entre les acteurs clés dans la région euro-méditerranéenne:

À la suite de la Conférence ministérielle de Paris, l'UpM a commencé à créer une plateforme de dialogue multi-acteurs sur l'autonomisation des femmes avec des représentants de gouvernements et des acteurs régionaux et internationaux clés. L'objectif était de faire le point sur la mise en œuvre des engagements ministériels, de commencer à préparer la Conférence ministérielle suivante et d'améliorer la coopération, les partenariats et la complémentarité entre les acteurs. Les Conférences régionales annuelles de l'UpM sur l'autonomisation des femmes sont également devenues une plateforme incontournable pour renforcer les synergies régionales et multi-acteurs afin de soutenir l'autonomisation des femmes.

2 Soutenir concrètement l'agenda régional concernant l'autonomisation des femmes avec des initiatives et des projets concrets :

Le Secrétariat général a labellisé huit projets portant spécifiquement sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Ces projets visent à améliorer l'accès des femmes aux marchés du travail locaux, à l'entrepreneuriat et aux processus décisionnels en luttant contre la violence ainsi qu'en leur permettant de bénéficier de services de santé et de services sociaux. L'approche de la parité hommes-femmes est également appliquée dans les autres projets et initiatives de l'UpM dans les autres secteurs prioritaires de l'organisation : Développement des entreprises, Enseignement, Environnement, Transport, Eau et Énergie.

3 Faire avancer l'agenda sur les femmes grâce à des partenariats avec les organisations nationales et multilatérales :

Afin d'améliorer son rôle de plaidoyer et de promouvoir les politiques publiques en faveur des droits des femmes, le Secrétariat général travaille selon une approche ouverte et inclusive, en créant des réseaux régionaux et en assurant la cohérence et la complémentarité entre les acteurs dont notamment l'Union européenne, l'ONU Femmes, le PNUD, l'OIT, l'ONUDI, l'UNESCO, l'Assemblée parlementaire de l'UpM, l'ARLEM, le Conseil de l'Europe, etc., ainsi que des organisations du secteur privé et de la société civile. L'objectif est de mieux coordonner et mutualiser les efforts en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en vue de maximiser leur impact.



LE DIALOGUE RÉGIONAL DE L'UpM PORTANT SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES

VERS LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LE RENFORCEMENT DU RÔLE DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ

Contexte

Le dialogue régional multi-acteurs sur l'autonomisation des femmes a été lancé en mai 2015, suite à la déclaration ministérielle sur le renforcement du rôle des femmes dans la société adoptée à Paris en septembre 2013. Les objectifs étaient d'étudier avec les pays partenaires et les acteurs les progrès réalisés pour traduire les engagements ministériels en actions et politiques et évaluer l'écart à combler ; de proposer un mécanisme de suivi à l'aide d'indicateurs ; de promouvoir le partage de connaissances, des meilleures pratiques et d'approches innovantes ; et enfin de renforcer les capacités et la coordination entre les acteurs clés.

Le processus de dialogue inclut les pays partenaires de l'UpM et les acteurs clés œuvrant pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans la région, notamment les organisations de la société civile. Quatre domaines prioritaires ont été identifiés dans la lignée des engagements ministériels : 1) augmenter la participation des femmes à la vie économique ; 2) améliorer l'accès des femmes aux fonctions de direction et de prise de décision ; 3) changer les stéréotypes grâce à l'éducation et à la culture ; et enfin 4) lutter contre la violence à l'encontre des femmes et la violence basée sur le genre. Les problématiques spécifiques relatives aux femmes migrantes et réfugiées, aux femmes en conflits, à celle se trouvant dans des transitions politiques ou d'après-conflit, aux femmes souffrant de handicaps et aux femmes vivant dans les zones rurales seront prises en considération.

4 groupes de travail ont été constitués, soit un groupe pour chaque domaine prioritaire. En 2016, les réunions ont eu lieu respectivement les 25 et 26 avril à Barcelone, le 12 juillet à Paris, le 19 juillet à Amman et les 20 et 21 septembre à Rabat. Les 4 groupes de travail se rencontrent le 10 octobre à Barcelone afin de présenter les résultats et conclusions de leur travail et afin de convenir des prochaines étapes en vue de la réunion ministérielle suivante.



Les conclusions préliminaires :

Tous les pays ont exprimé leur engagement envers l'égalité des genres dans leurs cadres législatifs, constitutionnels et internationaux (notamment à travers des lois en faveur de l'égalité des genres, d'engagements passés dans le cadre de la plateforme d'action de Pékin et des dispositions constitutionnelles pour l'égalité entre les hommes et les femmes). Afin de soutenir leurs engagements, les pays ont introduit des Départements à différents niveaux gouvernementaux traitant de l'égalité des genres et ont conclu des engagements stratégiques nationaux en la matière.

Cependant, les problématiques les plus urgentes qui ont été identifiées concernent la mise en œuvre de ces stratégies et politiques, la persistance des stéréotypes et la question de la parité hommes-femmes. De plus, le contexte de conflit, d'austérité économique et d'autres facteurs politiques empêchent les femmes d'évoluer davantage vers l'autonomisation.

Plus spécifiquement, les problématiques suivantes ont été soulignées dans le cadre de « l'état d'avancement » :

- Les femmes de la région de l'UpM sont fortement touchées tout au long de leur vie, et à tous les niveaux de la société, par l'impact des stéréotypes. Ceux-ci affectent tant leurs propres prises de décisions que les soutiens et opportunités qui pourraient s'offrir à elles.
- Même dans les pays où les taux de représentation des femmes dans les parlements sont supérieurs, la participation des femmes aux postes directionnels dans les gouvernements et les organes consultatifs, les gouvernements locaux et la sphère judiciaire reste faible.
- La représentation des femmes dans les postes de prises de décisions économiques est très marginale.
- Les chiffres de la violence faite à l'encontre des femmes et des filles restent élevés malgré les politiques et mesures adoptées à cet égard par les pays. La situation est encore pire dans les contextes de conflit, ce qui constitue un grand enjeu tant pour les pays individuellement que pour la région dans son ensemble.
- Pour finir, il existe un manque de programmes ayant un bénéfice direct sur les femmes.





À titre de recommandations, les membres des groupes de travail ont souligné l'importance d'une approche globale pour aborder les 4 problématiques, ainsi que la nécessité d'améliorer la coordination et le partenariat entre les principaux acteurs concernés, y compris les médias et les organisations de la société civile, tant au niveau national que régional. Plus spécifiquement, ils recommandent :

- De renforcer la compréhension de la situation actuelle et des besoins des femmes au travers de la recherche, des systèmes d'information et de la production de données, ainsi que de mécanismes de surveillance à l'aide d'indicateurs.
- De soutenir le changement à travers le plaidoyer et les campagnes de sensibilisation.
- De développer des programmes soutenant les femmes, promouvant la participation et garantissant que des changements soient mis en œuvre.
- De tenir compte de l'impact des changements de contexte, en particulier dans les situations de conflits et d'après-conflits, de migration et de flux de réfugiés, ainsi que de l'impact de la radicalisation et de l'extrémisme.
- De coordonner le travail avec d'autres cadres internationaux et régionaux de sorte à éviter leur chevauchement et de renforcer la complémentarité entre les actions de l'UpM et les autres organisations et réseaux. Dans la région, cela concerne tout particulièrement l'OCDE, la Ligue des États arabes, le processus de surveillance de Pékin, l'OIT et les mécanismes du Conseil de l'Europe et ses accords partiels.

Pour conclure, le Dialogue régional a clairement montré que les pays de l'UpM continuent d'apprendre, d'innover et de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes via de meilleures politiques, stratégies et mesures spécifiques. Quant à la question de l'impact trop limité sur le terrain, tant dans les pays de l'UE que ceux de la région MENA, plus d'efforts devraient être déployés afin d'assurer le bon fonctionnement des mécanismes d'application, des stratégies pour la mise en œuvre ainsi qu'une meilleure surveillance des progrès et impacts sur le terrain.



FACTS & FIGURES

The economic case for gender parity



\$12 trillion

could be added in 2025 if all countries matched their best-in-region country in progress toward gender parity



\$28 trillion

of additional annual GDP in 2025 in the full-potential of bridging the gender gap



...equivalent to the combined US and China economies

Source: McKinsey Global Institute. The power of gender parity: Advancing women's equality can add \$12 trillion to global GDP

Productive Resources Women make up 43% of the agriculture workforce in developing countries

Women are the main producers of the world's staple crops providing up to 90% of food for the rural poor and producing 60-80% of the food in most developing countries

If women had equal access to productive resources as men, they could increase yields on their farms by as much as 20-30%.

Source: FAO



Since 1st January 2016, woman and children together make up to 46% of the total people who have arrived to 3 main Mediterranean hot spots (Greece, Italy and Spain)



In southern Mediterranean countries, the percentage of women in national Parliaments ranges between 12.0% up to 31.3%

In the EU 37% is the percentage of women in Parliament which is slightly higher than in 2015.

In the world, only 22.8 per cent of all national parliamentarians were women as of June 2016, a slow increase from 11.3 per cent in 1995.

Résumé de Projets Labélisés dans le domaine de l'autonomisation des Femmes

• **Le Droit des Femmes à la Santé - The WoRTH Project**

OBJECTIFS

Le projet WORTH vise à réduire l'incidence et la mortalité des cancers féminins (cancer du sein et du col de l'utérus) en Albanie, au Monténégro et au Maroc à travers:

- La mise en œuvre d'une stratégie complète de lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus en ligne avec les politiques nationales et les plans publics et en étroite collaboration avec les autorités sanitaires nationales et praticiens locaux de soins de santé.
- Une plus grande capacité des systèmes nationaux de santé à développer des initiatives de lutte contre le cancer entraînée grâce à l'appropriation, l'alignement, la normalisation, et la responsabilité mutuelle et un suivi axé sur les résultats.
- Une plus grande sensibilisation au cancer et en matière de santé pour les femmes, facteur important de leur autonomisation dans un contexte plus large d'éducation à la santé.

BÉNÉFICIAIRES

- Les femmes: la priorité sera donnée aux femmes défavorisées vivant dans des situations précaires grâce à un accès gratuit et systématique au dépistage du cancer.
- Les ministères nationaux, les professionnels de la santé et d'autres acteurs impliqués, notamment ceux qui travaillent pour l'élaboration des programmes de dépistages.
- La société civile et les associations de femmes qui sont mobilisées à la santé des femmes.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Diagnostics nationaux sur le contrôle du cancer du col de l'utérus et du sein.
- 45.000 femmes dans la tranche d'âge approprié bénéficieront d'un test de dépistage du cancer du col de l'utérus (25-65 ans.) et du cancer du sein (40-65 ans.) et seront informées des risques et de l'importance de la prévention.
- Des réseaux nationaux de décideurs, de la santé, les professionnels et les organismes communautaires actifs seront créés.
- Les réseaux actuels méditerranéens pour le dépistage du cancer du col de l'utérus et du sein seront renforcés.

PROMOTERS

- Centre d'Épidémiologie et de Prévention du Cancer du Piémont (CPO) - principal promoteur
- Organisation mondiale de la Santé

PARTENAIRES

- Ministère de la Santé de l'Albanie
- Ministère de la Santé du Monténégro
- Ministère de la Santé du Maroc

• **Promouvoir l'autonomisation des femmes pour le développement industriel inclusif**

OBJECTIFS

Le projet, promu par l'ONUDI, cherche à améliorer l'inclusion économique des femmes et à créer les conditions favorables pour une croissance durable et inclusive afin d'exploiter le grand potentiel des femmes entrepreneures dans les pays ciblés.

À cette fin, le projet offrira une assistance technique aux femmes entrepreneures pour qu'elles puissent créer et développer leur entreprises, par le biais des associations nationales de femmes d'affaires.

Il facilitera et accompagner un dialogue entre les principaux acteurs avec l'objectif de produire un ensemble de recommandations et d'actions approuvées par toutes les acteurs pour promouvoir un environnement favorable à l'entrepreneuriat féminin dans la région. Enfin, le projet promouvra directement les entreprises dirigées par des femmes grâce à la formation, le coaching, l'identification et l'accès à des partenaires commerciaux et des opportunités de financement.

BÉNÉFICIAIRES

- 7 associations nationales de femmes d'affaires.
- **2000 femmes entrepreneures.**



RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration des connaissances sur l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.
- Renforcement des capacités pour développer les services de développement fournis à d'autres femmes par 400 représentantes des associations nationales de femmes d'affaires compris des banques et des Services de développement d'entreprises féminines.
- 2000 femmes entrepreneurs seront formées et conseillées sur la façon de développer l'esprit d'entreprise et d'élaborer des business plans.
- 500 prometteuses opportunités de créations d'entreprises seront développées.
- 800 nouveaux emplois devraient être créés d'ici la fin du projet.

PROMOTEUR

- ONUDI | Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

PARTENAIRES

- Égypte : Association pour le développement et l'avancement total des femmes (AWTAD)
- Jordanie : Business & Professional Women - Amman
- Liban : Lebanese League for Women in Business
- Maroc : Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc
- Palestine : Forum des femmes d'affaires
- Tunisie : Femme et Leadership

• Femmes d'avenir en Méditerranée

OBJECTIFS

Ce projet vise à atteindre un double-objectif: promouvoir les carrières professionnelles de jeunes femmes à haut potentiel tout en renforçant l'égalité homme-femme à travers des actions concrètes de networking, de mentorat et le partage de bonnes pratiques. En particulier, le projet a pour objectif de :

- Améliorer les capacités de jeunes femmes présentant un fort potentiel en renforçant leurs compétences professionnelles et leurs aptitudes personnelles.
- Sortir les populations cibles de l'isolement et de les rendre visibles. Leur visibilité, leur capacité d'influence, leurs compétences et leur expertise pourraient alors être renforcées.
- Développer un réseau euro-méditerranéen pour la promotion de l'égalité homme-femme.

BÉNÉFICIAIRES

66 jeunes femmes (22 par an) originaires de pays du sud de la Méditerranée, âgées de 25 à 35 ans et sélectionnées sur des critères considérant l'excellence de leur parcours et leur volonté de promouvoir l'égalité des sexes dans leur domaine d'expertise. Les bénéficiaires doivent avoir un intérêt marqué et/ou un début d'expérience en matière des questions liées à la transparence, la bonne gouvernance et la défense des droits des femmes.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Aider 66 jeunes femmes à atteindre l'épanouissement personnel et professionnel dans leur domaine d'expertise.
- Constituer un réseau d'anciens élèves qui sera alimenté chaque année.
- Promouvoir une culture de l'égalité homme-femme dans les pays participants.

PARTENAIRE

- Gouvernement Français

PROMOTEUR

- Sciences Po

• CROISSANCE CEED: Développement des petites et moyennes entreprises (PME)

OBJECTIFS

Ce projet vise à promouvoir de la création d'emploi en soutenant la création et la croissance des entreprises de petite et moyenne taille, dirigées par des femmes et de donner les moyens à des femmes entrepreneurs et dirigeantes en

Albanie, au Maroc et en Tunisie. Plus spécifiquement, les objectifs sont :

- Améliorer les compétences en matière de gestion, de direction et d'entrepreneuriat de 300 petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes.
- Accroître le nombre de femmes entrepreneurs et dirigeantes/propriétaires de PME.
- Augmenter la taille des entreprises en vue d'accroître le nombre d'emplois créés.

BÉNÉFICIAIRES

Femmes entrepreneurs et cadres supérieurs et intermédiaires de 300 petites et moyennes entreprises.

RÉSULTATS ATTENDUS

60 séances de formation offertes aux entreprises dans les trois pays participants pendant deux ans (10 séances de formation par programme et par pays chaque année).

- Plus de 50 événements de mise en réseau destinés aux bénéficiaires.
- Plus de 100 relations d'accompagnement établies grâce au projet.
- 300 entreprises formées et mises en relation avec les accompagnateurs et autres ressources du réseau CEED.

PARTENAIRES

- CEED Maroc
- CEED Tunisie
- CEED Albanie

PROMOTEUR

- CEED

• *Former des citoyens responsables: promouvoir l'éducation civique pour prévenir la violence à l'école*

OBJECTIFS

Instituer les écoles comme principal vecteur de transmission des valeurs de citoyenneté et d'égalité des sexes à travers l'utilisation d'un curriculum scolaire d'éducation civique remanié ; Prévenir la violence à l'école, en particulier à l'égard des filles et des femmes ; Influencer les politiques et la législation à promouvoir l'égalité des sexes dans la société afin de prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles à travers l'éducation à l'égalité. Un nouveau programme scolaire d'éducation à la citoyenneté sera mis en œuvre dans trois écoles pilotes de chaque pays participant, avec l'implication des décideurs politiques, des éducateurs, des parents et des élèves.

BÉNÉFICIAIRES

3 000 élèves de neuf écoles pilotes au Maroc et en Tunisie ; 90 enseignants des trois pays concernés, qui seront formés aux contenus et aux méthodes les plus modernes de l'éducation à la citoyenneté, à l'égalité des sexes et aux compétences pour l'autonomisation des femmes ; 30 acteurs (chercheurs, décideurs politiques, concepteurs de programmes scolaires, fonctionnaires d'État) qui seront sensibilisés sur les changements nécessaires à apporter au système éducatif pour inculquer correctement ces valeurs aux générations futures.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet développera un nouveau programme scolaire mis en œuvre à grande échelle, contenant notamment les concepts du civisme, les systèmes et les processus de la vie civique, l'égalité des sexes, l'éducation aux droits de l'homme et le développement inclusif et durable qui amélioreront les compétences de base en matière de citoyenneté et d'égalité. Il permettra également de former les enseignants à l'éducation civique avec de nouveaux supports et de nouvelles méthodes, et de fournir une formation pratique à l'égalité des sexes et à la gestion et résolution des conflits. Enfin, le projet renforcera l'implication des élèves et des familles dans l'organisation de l'école.

PROMOTEUR

- Ideaborn.

PARTENAIRES

- Centre marocain de l'éducation civique (CMEC)
- Centre de développement social et d'autonomisation (Tunisie)



• *Les compétences au service de la réussite*

OBJECTIFS

“Skills for success” est un programme de formation d’employabilité et de compétences destiné à des jeunes filles et femmes au chômage, venant de milieux défavorisés. L’objectif du programme est d’aider les participantes à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour pouvoir entrer sur le marché du travail, par le biais de cours

OBJECTIFS

“Skills for success” est un programme de formation d’employabilité et de compétences destiné à des jeunes filles et femmes au chômage, venant de milieux défavorisés. L’objectif du programme est d’aider les participantes à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour pouvoir entrer sur le marché du travail, par le biais de cours d’anglais, de formation de commerce, d’informatique et également l’utilisation d’outils de recherche d’emploi.

BÉNÉFICIAIRES

450 (dont 90 dans chaque pays) jeunes femmes défavorisées au chômage qui viennent à peine d’obtenir leur diplôme de fin d’étude (baccalauréat).

RÉSULTATS ATTENDUS

Créer un groupe de personnes formées et prêtes à prendre un emploi dans le secteur privé et public. A la fin du projet, 450 femmes auront acquis les compétences et les connaissances requises pour pouvoir intégrer avec succès des emplois de premier échelon.

PROMOTEUR

- AMIDEAST - America- MidEast Educational and Training Services

PARTENAIRES

- The Flemish Department of Foreign Affairs
- PepsiCo
- Norwegian Royal Ministry of Foreign Affairs



• *Jeunes femmes créatrices d’emplois*

OBJECTIFS

Vise à promouvoir la création d’emploi et l’esprit d’entreprise chez les jeunes femmes en fin d’études qui expriment un intérêt pour créer leur propre entreprise. Les étudiantes participent à des journées de l’entrepreneuriat féminin, qui sont des séminaires organisés par des universités locales, des facultés et des centres d’enseignement supérieur, visant à donner des connaissances ainsi que des outils et compétences nécessaires pour créer leur propre entreprise. Elles vont également recevoir des conseils et outils à travers un programme de tutorat d’entreprise délivré par des associations nationales de femmes d’affaires.

BÉNÉFICIAIRES

Les jeunes femmes en fin d’études dans une des universités, facultés, centres d’enseignement supérieur ou organismes similaires qui participent à l’initiative.

RÉSULTATS ATTENDUS

Quelques 2 000 jeunes femmes en fin d’études sont prévues pour participer aux Journées de l’entrepreneuriat féminin. Un minimum de 70 jeunes femmes sont prévues pour commencer leurs projets d’entreprise à la fin du programme.

PROMOTEUR

- AFAEMME – Association of Organisations of Mediterranean Businesswomen.

PARTENAIRES

- Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs
- Gas Natural Fenosa
- Gouvernement princier de Monaco

• Développer l'autonomisation des femmes

OBJECTIFS

Le projet soutient les femmes de la région euroméditerranéenne dans leur quête d'autonomisation et d'égalité des sexes. Ce soutien se fait à travers des actions spécifiques, notamment la diffusion d'informations et de connaissances sur la question de l'égalité des sexes, la création d'un réseau d'associations et d'organisations impliquées sur ces sujets et le développement de projets concrets, en mettant l'accent sur le renforcement du rôle socio-économique des femmes et leur autonomisation dans le Sud de la Méditerranée. Les trois objectifs mentionnés sont tous reliés et soutenus par une plate-forme internet trilingue en français, arabe et anglais. Plusieurs projets locaux liés à la santé, l'éducation, les petites entreprises et le développement de l'artisanat ont déjà été identifiés.

BÉNÉFICIAIRES

Les femmes et les filles sur le terrain, les ONGs actives dans le domaine de l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, les gouvernements, les autorités locales, les communautés scientifiques.

RÉSULTATS/IMPACTS SUR LA POPULATION

La création de réseaux et les synergies entre les principales parties prenantes dans le domaine apporteront une base de connaissance approfondie et facilitera la mise en œuvre des projets dans les pays concernés. L'élément le plus concret sera son apport aux projets dans les domaines des arts, de l'artisanat, du développement rural et de l'agriculture, de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale, du tourisme, de la participation des femmes dans les syndicats et de la prévention de la violence contre les femmes et les filles.

PROMOTEUR

- Fondation des femmes de l'Euro-Méditerranée
- IEMED

PARTENAIRES

- Gouvernement Français





Témoignages – Acteurs pour l'égalité



« Je me dois de reconnaître que de grands efforts ont été réalisés ces dernières années, de la part des autorités gouvernantes, mais aussi et surtout, de par l'impulsion, l'implication et le travail des acteurs de la société civile, dont les femmes elles-mêmes sont les meilleures représentantes. Les femmes sont en première ligne dans les crises ; elles en sont aussi, avec les enfants, les premières victimes, mais elles sont surtout celles par qui la consolidation des valeurs démocratiques, le développement social et économique et la paix peuvent se réaliser. Le renforcement du rôle des femmes se doit désormais d'être reconnu comme facteur contributif au développement économique et social de tous les pays. Mettre en synergie les spécificités propres à l'UpM et au CNS du Conseil de l'Europe est une force qui va nous permettre de construire les conditions nécessaires pour s'assurer de l'égalité des sexes ; comme moteur de croissance et de cohésion sociale pour la région euro-méditerranéenne. »

PhD. Jean-Marie HEYDT, President of the North-South Center of the Council of Europe

« Pour moi, le programme "Les compétences au service de la réussite" est arrivé juste à temps. Je ne m'attendais pas à ce qu'il me change autant. Je suis désormais une nouvelle personne avec de nouvelles perspectives de vie. J'ai tout d'abord travaillé sur ma personnalité et appris à prendre confiance en moi, et je peux dire que je suis très fière de ce que j'ai pu réaliser. À l'issue du programme, j'ai passé deux entretiens qui se sont révélés concluants et j'ai été acceptée par les deux entreprises... Je suis vraiment reconnaissante pour cette opportunité qui s'est présentée à moi lorsque j'en avais tant besoin. »

Karima, diplômée du programme « Les compétences au service de la réussite », Maroc





Union pour la Méditerranée
Union for the Mediterranean
الإتحاد من أجل المتوسط



ufmsecretariat



union-for-the-mediterranean



@UFMSecretariat

Division des Affaires Sociales et Civiles

Delphine Borione - Secrétaire Générale Adjointe Principale

Fatiha Hassouni – Chargée de programmes

Meriem El Hilali – Conseillère Diplomatique

Juli Hernández – Assistant professionnel

Hélène Bourdieu – Consultante

socialaffairs@ufmsecretariat.org

T. +34 935 214 131

<https://ufmsecretariat.org/social-civil-affairs/>

#UFM4WOMEN

Contact media

media@ufmsecretariat.org

Isabel Pardillos - Communication & Press Officer

media@ufmsecretariat.org - Tel: +34 935 214 198 - Mob: +34 692 975 676



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION